

4

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES SERVICES DES AIDES
FAMILIALES ET DES AIDES SENIORS DES COMMISSIONS
COMMUNAUTAIRES FRANÇAISE ET COMMUNE DE LA REGION
DE BRUXELLES-CAPITALE, DE LA REGION WALLONNE ET DE LA
COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE.**

**Convention collective de travail du 10 décembre 2001 octroyant une allocation de fin
d'année au personnel employé**

Chapitre I - Champ d'application

Article 1. §1. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des services qui ressortissent à la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors des commissions communautaires française et commune de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

§2. Pour l'application de la présente convention collective de travail, il faut entendre par « travailleurs », le personnel employé masculin et féminin affecté à l'aide aux familles et aux personnes âgées.

Chapitre II - Objet

Art.2. Une allocation de fin d'année est octroyée au personnel employé, à l'exception des aides familiales et des aides seniors qui bénéficient d'une allocation de fin d'année en application, pour la Région wallonne, de la convention collective de travail du 16 février 1996 et, pour la Région de Bruxelles-Capitale, de la convention collective de travail du 22 septembre 1978, telle que modifiée par les conventions collectives de travail du 7 juin 1991, du 14 mai 1992 et 28 juin 1995 et, pour la Communauté germanophone, de la convention collective de travail du 16 février 1996.

Chapitre III - Montant de l'allocation

Art.3. Le montant de l'allocation de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire majorée d'une partie variable.

Art.4. §1. La partie forfaitaire est calculée conformément à l'application de l'article 5§2, 1) de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge de la trésorerie, telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté royal du 3 décembre 1987 (tel que calculé par les Pouvoirs Publics Subordonnés).

Le montant de la partie forfaitaire de l'année considérée est obtenu en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'évolution des prix à la consommation. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales.

ENREGISTREMENT-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.
30 12 03 | 6 -11- 2003 N°

68722 / 6 / 31801

Valeur partie forfaitaire pour l'année 2001 : 287,09 €.

§2. La partie variable s'élève à 2,5% de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée, on entend le produit de la multiplication de la rémunération brute **barémique** indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

Chapitre IV - Conditions d'octroi

Art.5. §1. Le montant de l'allocation de fin d'année est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'exécution de prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a ou avait bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence telle qu'elle est définie à l'article 6.

§2. Les prestations de travail assimilées sont celles visées à l'article 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

Art.6. La période de référence est celle allant du 1^{er} janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de l'allocation octroyée conformément aux dispositions de l'article 3. On entend par mois, tout engagement ayant pris cours avant le seizième jour du mois.

Art.7. §1. Lorsque le travailleur à temps plein ne peut bénéficier du montant total de l'allocation parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de l'allocation est fixé au prorata de la durée des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence.

§2. Le travailleur à temps partiel acquiert les mêmes droits à l'allocation de fin d'année que le travailleur à temps plein. Le montant de l'allocation qui lui est accordée est toutefois calculé au prorata **temporis**.

Art.8. §1. L'allocation de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave, ni pour des prestations de travail effectuées pendant une période d'essai à laquelle il a été mis fin, ni pour des prestations de travail effectuées dans le cadre d'un contrat de travail d'étudiant.

§2. Dans le cas du travail effectué dans le cadre d'un contrat de remplacement, l'allocation de fin d'année ne sera due qu'à concurrence des périodes de travail prestées ou assimilées qui n'ont pas fait l'objet de paiement de l'allocation de fin d'année pour la personne remplacée (une même période ne peut être prise en compte pour le travailleur remplacé et pour le travailleur remplaçant).

Art.9. La présente convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs qui bénéficient déjà d'une allocation de fin d'année au moins équivalente, ou d'un avantage équivalent, l'un ou l'autre étant :

- Soit déjà fixé par une convention collective de travail à la date de la signature de la présente convention collective de travail ;

- 9
- Soit fixé par une convention collective de travail d 'entreprise dans la période de 3 mois suivant la signature de la présente convention collective de travail.

Chapitre V - Modalités de paiement

Art. 10. L'allocation de fin d'année est liquidée en une seule fois dans le courant du mois de décembre de l'année considérée.

Chapitre IV - Dispositions finales

Art. 11. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Elle abroge et remplace la convention collective de travail du 19 septembre 2000 octroyant une allocation de fin d'année au personnel employé, enregistrée sous le n° 55850.

Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être résiliée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois signifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors des Commissions communautaires commune et française de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

4

**PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE DIENSTEN VOOR GEZINS- EN BEJAARDENHULP VAN DE
FRANSE EN GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIES VAN HET BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK GEWEST, VAN HET WAAELSE GEWEST EN VAN DE DUITSTALIGE
GEMEENSCHAP.**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2001 tot toekenning van een eindejaartoeelage aan het
bediendenpersoneel.**

Hoofdstuk I - Toepassingsgebied

Artikel 1. §1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de diensten die ressorteren onder het Paritair Comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap.

§2. Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst moet onder "werknemers" het mannelijk en vrouwelijk bediendenpersoneel worden verstaan dat tewerkgesteld is in de gezins- en bejaardenhulp.

Hoofdstuk II - Onderwerp

Artikel 2. Een eindejaarstoelage wordt toegekend aan het bediendenpersoneel, met uitzondering van de gezins- en bejaardenhulpers die een eindejaarstoelage genieten bij toepassing, voor het Waals Gewest, van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 februari 1996 en, voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 september 1978, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 7 juni 1991, van 14 mei 1992 en 28 juni 1995 en, voor de Duitstalige Gemeenschap, van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 februari 1996.

Hoofdstuk III - Bedrag van de toelage

Artikel 3. Het bedrag van de eindejaarstoelage bestaat uit een forfaitair gedeelte verhoogd met een variabel gedeelte.

Artikel 4. §1. Het forfaitair gedeelte wordt berekend overeenkomstig de toepassing van artikel 5 §2 1° van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 tot toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige bekleeders van een betaalde functie ten laste van de schatkist, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 december 1987 zoals berekend voor de Ondergeschikte Openbare Besturen).

Het bedrag van het forfaitair gedeelte van het in aanmerking genomen jaar wordt verkregen door het forfaitair gedeelte van het vorige jaar te verhogen met een percentage dat varieert volgens de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt verkregen door de index van de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar te delen door de index van de maand oktober van het vorige jaar. Dit percentage wordt berekend tot vier decimalen.

Waarde forfaitair gedeelte voor het jaar 2001: 287,09 €.

§2. Het variabel gedeelte bedraagt 2,5 % van het geïndexeerd bruto jaarloon van de werknemer. Onder geïndexeerd bruto jaarloon wordt het product verstaan van de vermenigvuldiging van het geïndexeerd bruto baremaloon dat verschuldigd is aan de betrokken werknemers voor de maand oktober van het betrokken jaar met twaalf, maar met uitsluiting van alle andere premies, toeslagen of vergoedingen.

Hoofdstuk IV - Toekenningsvoorwaarden

Artikel 5. §1. Het bedrag van de eindejaarstoelage wordt toegekend aan de werknemer die een functie uitoefent die de uitvoering impliceert van volledige effectieve of gelijkgestelde arbeidsprestaties en die zijn volledig loon heeft of had genoten tijdens de hele referentieperiode zoals omschreven in artikel 6.

§2. De gelijkgestelde arbeidsprestaties zijn die welke worden beoogd in artikel 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTRATIENREGISTR. |
30 IX 03 | 26 -11- 2001^{NR} | 68722/6/31801^{N°}

Artikel 6. De referentieperiode is de période van 1 januari tot en met 30 september van net in aanmerking genomen jaar. Elke effectieve of gelijkgestelde arbeidsmaand tijdens de referentieperiode geeft recht op een negende van de toelage die wordt toegekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 3. Onder maand wordt elke indienstneming verstaan die is ingegaan voor de zestiende dag van de maand.

Artikel 7. §1. Wanneer de voltijdse werknemer het totaal bedrag van de toelage niet kan genieten omdat hij in dienst genomen werd of de instelling verlaten heeft in de loop van de referentieperiode, wordt het bedrag van de toelage vastgesteld naar rato van de duur van de effectieve of gelijkgestelde arbeidsprestatietijdens de referentieperiode.

§2. De deeltijdse werknemer verwerft dezelfde rechten op de eindejaarstoelage als de voltijdse werknemer. Het bedrag van de toelage die hem wordt toegekend wordt evenwel pro rata temporis berekend.

Artikel 8. §1. De eindejaarstoelage is niet verschuldigd aan werknemers die werden ontslagen om dringende redenen, noch voor arbeidsprestaties die werden uitgevoerd tijdens een proefperiode waaraan een einde werd gemaakt, noch voor arbeidsprestaties die werden uitgevoerd in het raam van een studentenovereenkomst.

§2. In geval van arbeid uitgevoerd in het raam van een vervangingsovereenkomst is de eindejaarstoelage slechts verschuldigd ten belope van de gepresteerde of gelijkgestelde arbeidsperiodes voor dewelke geen eindejaarstoelage werd betaald voor de vervangen persoon (eenzelfde période mag niet in rekening genomen worden voor de vervangen werknemer en voor de vervangende werknemer).

Artikel 9. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de werknemers die reeds een eindejaarstoelage genieten die ten minste gelijkwaardig is, of een gelijkwaardig voordeel, waarvan het ene of het andere:

- Ofwel reeds is vastgesteld door een collectieve arbeidsovereenkomst op de datum van ondertekening van deze overeenkomst;
- Ofwel reeds is vastgesteld door een collectieve ondernemingsovereenkomst in de période van 3 maanden die volgt op de ondertekening van deze overeenkomst.

Hoofdstuk V - Betalingsmodaliteiten

Artikel 10. De eindejaarstoelage wordt betaald in één keer in de loop van de maand december van het in aanmerking genomen jaar.

Hoofdstuk VI - Slotbepalingen

Artikel 11. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2002.

Zij heft op en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 september 2000 tot toekenning van een eindejaarstoelage aan het bediendenpersoneel, geregistreerd onder het nummer 55850.

Zij wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan worden opgezegd door elk van de partijen mits een opzeggingstermijn van drie maanden wordt betekend per ter post aangetekende brief aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Frans en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van het Waals Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap.